

Andrea Marioni s'apprête à braquer le public

SCÈNES Dans le cadre de GO GO GO, trois jours de propositions insolites et gratuites au Grütli dès jeudi, le performeur interroge la violence armée pour changer la société

MARIE-PIERRE GENECAND

Est-il légitime de prendre les armes pour faire bouger les lignes politiques? Surtout depuis le fameux TINA de Margaret Thatcher, le «There Is No Alternative» au capitalisme, décret qui a plombé la gauche militante. A l'enseigne du cinquième festival GO GO GO qui se déroule au Grütli, à Genève, du 11 au 13 janvier prochains, Andrea Marioni donne sa réponse dans *Braquage*.

Il y a dix ans, le performeur tessinois installé à Bienne a réalisé des heures d'interview avec Jacques Fasel, fameux criminel suisse qui, dans les années 1970, volait les institutions étatiques pour, disait-il, financer une révolution sociale. La figure du braqueur romand fascine donc Andrea Marioni. Mais, sur scène, le trentenaire ne propose pas une réplique au premier degré des braquages et autres prises d'otage. «Si j'ai rencontré Jacques Fasel, qui était toujours aussi agile et en forme que dans ses années de prison et de cavale, c'est pour réfléchir avec lui sur ce qui n'a pas marché dans ce principe de lutte armée. Pour transmettre aux nouvelles générations une autre manière de s'opposer, plus par l'imaginaire, moins par la violence. Car lorsqu'on est réduit à la violence, on est déjà du côté des humiliés», explique au téléphone ce performeur qui, depuis 2010, explore les passions liées à la protestation.

Andrea Marioni? On en a déjà parlé lorsqu'il se produisait au far° Festival des arts vivants, à Nyon en 2015 dans *La Guerre des*



«J'aimerais transmettre aux nouvelles générations une autre manière de s'opposer, plus par l'imaginaire, moins par la violence»

ANDREA MARIONI, PERFORMEUR

mondes. Avec Yan Juillerat, il mélangeait allègrement un discours pointu sur la physique quantique ou l'évolution des espèces avec une prestation clownesque et débridée. Ensuite, en 2018, *Le Temps* a retrouvé ce diplômé de la HEAD-Genève à Bienne, à la tête de l'Espace libre, incubateur de formes «indisciplinaires».

En matière d'indiscipline, certains Lausannois se souviennent peut-être d'Andrea Marioni quand, dans le cadre des Urbaines, en décembre 2015, le facétieux a rouvert une compagnie de bus imaginaire en hommage à Martial Richoz, célèbre «homme-bus» qui

a sillonné la ville dans les années 1980 avant d'être interné dans un hôpital psychiatrique. «Martial Richoz a posé la question de la normalité et de la folie. En parcourant Lausanne dans son bus imaginaire, ce qu'il aimait faire, il se trouvait moins fou que les gens qui subissaient chaque jour un travail ingrat et contre leur gré. Avait-il tort?»

Donner du corps à l'époque

L'espace public, le performeur s'y produit volontiers, car il souhaite «redonner un corps à notre époque dématérialisée». Il a ainsi proposé des performances dans différentes villes de Suisse, où, transformé en crieur à l'ancienne, il délivre à pleine voix des messages confiés par des anonymes et semblables à ceux diffusés sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui, l'artiste gère la Lumpen Station, une plateforme de radio qui mêle réalisations en studio, happenings en live et talk-shows. «En mai, la Lumpen rejoint les Balkans pour une tournée de cinq semaines entre Sarajevo, Skopje, Belgrade et Zagreb. Les spectacles ne sont qu'une partie de mon activité, car tout n'est pas réductible à la représentation», détaille Andrea.

Revenons tout de même à *Braquage* que le public pourra découvrir ces jeudi et vendredi dans le cadre de GO GO GO. Y aura-t-il une vraie prise d'otages au Grütli? «Oui, mais dans un esprit syndrome de Stockholm. Mon but n'est pas de brutaliser les spectateurs, mais d'installer un climat de tension et d'attention qui les oblige à se poser des questions essentielles sur la justice sociale et les moyens pour y arriver.» ■

Braquage, les 11 et 12 janvier, dans le cadre de GO GO GO, Le Grütli, Genève. Les spectacles sont gratuits, mais il faut se munir de contremarques.

Le Temps, 10 janvier 2024